

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance ordinaire du 10 décembre 2024 à 19 h**

15-499

Le Maire certifie,

Objet de la délibération

**MISE EN PLACE DE  
L'INDEMNITE DE FONCTION ET  
D'ENGAGEMENT POUR LES  
AGENTS DE POLICE  
MUNICIPALE**

1° - Que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi, que la délibération ci-après transcrite, textuellement extraite du registre des procès-verbaux du Conseil, a été affichée, par extrait, à la porte de la Mairie le lendemain et qu'il n'a été présenté aucune observation.

2° - Que ladite délibération a été adoptée à l'unanimité

3° - Que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance, était de 29 sur lesquels il y avait 22 membres présents, à savoir :

1	Serge PERCET	16	Jean-Claude CLOUPET
2	Marie-Antoinette BENY	17	Hélène TISSOT
3	Georges ROCHETTE	18	Jacinto RODRIGUES
4	Marie-Odile MOULAGER	19	Erycka VACHERON
5	Robert DEVOUCOUX	20	Claude NIGON
6	Sandra LIEBART	21	Martine CHAVAGNEUX
7	Claude GERBAUD	22	Jean-Yves KNECHT
8	Dominique AVRIL	23	Jacqueline DUMILLIER
9	Jean ESPEJO	24	Philippe MIKHAILOFF
10	Sylvie LAFFONT	25	Yvette MORETTON
11	Thomas CHABANNES	26	Christophe DANTAN
12	Marie REVOLIER	27	Christel GIRAUD
13	Sylvain MARCHAND	28	Patrick TARKA
14	Claudie GAURIAT	29	Daniel FERNANDEZ
15	Maxime MOULIN		

**Etaient présent(e)s :** Serge PERCET, Marie-Antoinette BENY, Georges ROCHETTE, Marie-Odile MOULAGER, Robert DEVOUCOUX, Dominique AVRIL, Jean ESPEJO, Thomas CHABANNES, Marie REVOLIER, Sylvain MARCHAND, Maxime MOULIN, Hélène TISSOT, Jacinto RODRIGUES, Erycka VACHERON, Claude NIGON, Martine CHAVAGNEUX, Jacqueline DUMILLIER, Philippe MIKHAILOFF, Yvette MORETTON, Christophe DANTAN, Christel GIRAUD, Daniel FERNANDEZ

**Absent(e)s avec procuration :** Sandra LIEBART (pouvoir Marie-Antoinette BENY), Claude GERBAUD (pouvoir Serge PERCET), Sylvie LAFFONT (pouvoir Jean ESPEJO), Claudie GAURIAT (pouvoir Maxime MOULIN), Patrick TARKA (pouvoir Robert DEVOUCOUX)

**Absent(e) excusé(e) :** Jean-Claude CLOUPET, Jean-Yves KNECHT

**Secrétaire élu(e) pour la durée de la session :** Maxime MOULIN

Modèle n° 85 B

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201493-20241210-15-499-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/12/2024

Affichage : 16/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



*Le Maire,*

S. PERCET

## 15-499 – Mise en place de l'indemnité de fonction et d'engagement pour les agents de police municipale

Vu le Code Général des collectivités territoriales,  
Vu le Code Général de la Fonction Publique,  
Vu le Décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres,  
Vu les crédits inscrits au budget,  
Vu l'avis du comité social territorial du 25 novembre 2024

Considérant que conformément à l'article 1 du décret 2024-614, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer une indemnité spéciale de fonction et d'engagement composée d'une part fixe et d'une part variable pour les agents de la filière de la police municipale relevant des cadres d'emplois des directeurs de police municipale, des chefs de service de police municipale, des agents de police municipale et des gardes champêtres.

Considérant la non éligibilité des agents relevant du cadre d'emplois des agents de police municipale au Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP), il convient de préciser les modalités d'attribution du régime indemnitaire de ces agents.

Oùï et délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Instaure l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement composée d'une part fixe et d'une part variable.

### Article 1. La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

Elle est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel fixé par l'organe délibérant dans la limite des taux suivants :

Filière	Cadre d'emplois	Taux
Police municipale	<i>Directeurs de police municipale</i>	33%
Police municipale	<i>Chefs de service de police municipale</i>	32%
Police municipale	<i>Agent de police municipale</i>	30%
Police municipale	<i>Gardes champêtres</i>	30%

#### ○ Périodicité de versement

Elle versée mensuellement.

### Article 2. La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

Cette part tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon des critères suivants :

- les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs
- les compétences professionnelles et techniques
- les qualités relationnelles



- la capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Le plafond de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est le suivant :

Filière	Cadre d'emplois	Montant annuels maximum
Police municipale	<i>Directeurs de police municipale</i>	9500€
Police municipale	<i>Chefs de service de police municipale</i>	7000€
Police municipale	<i>Agent de police municipale</i>	5000€
Police municipale	<i>Gardes champêtres</i>	5000€

○ *Périodicité de versement*

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée en une fois, en janvier de l'année N+1.

Article 3. Dispositions communes aux deux indemnités

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception :

- Des indemnités horaires pour travaux supplémentaires attribuées dans les conditions fixées par le décret du 14 janvier 2002 susvisé ;
- Des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret du 12 juillet 2001 susvisé.

○ *Modalité de maintien et de suppression*

Pour la part fixe versée mensuellement : le régime indemnitaire continuera d'être versé pendant les 30 premiers jours d'arrêt maladie cumulés sur une année calendaire, hors jours de carence pour lesquels aucune rémunération n'est versée, au-delà, le régime indemnitaire ne sera plus versé en cas d'arrêt de l'agent pour maladie au prorata du nombre de jours d'arrêt maladie excédent les 30 jours. Le régime indemnitaire ne sera également pas versé lorsque qu'en début d'année l'agent est en arrêt pour maladie dans la continuité d'un arrêt ayant démarré l'année précédente et ayant entraîné la suspension du versement de la prime. Il sera maintenu en cas d'accident de travail, congé maternité ou d'adoption et congé paternité.

Pour la part variable versée en janvier de l'année N+1 : le montant du CIA a vocation à être réajustée, après chaque entretien professionnel et il appartient à l'autorité territoriale d'apprécier si l'impact de l'absence sur l'atteinte des résultats, eu égard notamment à sa durée et compte tenu de la manière de servir de l'agent, doit ou non se traduire par une baisse.

○ *Revalorisation*

Les montants maximums des primes et indemnités feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux ou les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

○ *Date d'effet*

Les dispositions de la présente délibération prendront effet le 1<sup>er</sup> janvier 2025

○ *Crédits budgétaires*

Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

Fait à Montrond-les-Bains, le 11 décembre 2024

Le Maire,

Serge PERCET



Le secrétaire de séance,

Maxime MOULIN

